

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var  
244 Avenue de l'Infanterie de Marine BP 50520  
83070 TOULON

Marseille, le 25/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/08/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

#### **SAS ZEPHIRE**

Chemin Gaetan Gastaldo  
Quartier de l'Escaillon  
83200 Toulon

D/SPR/VJ/1186/2023

Références : D-UD83-2023-447  
Code AIOT : 0006400196

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/08/2023 dans l'établissement SAS ZEPHIRE implanté Chemin Gaetan Gastaldo Quartier de l'Escaillon 83000 Toulon. L'inspection a été annoncée le 02/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Visite résultante du plan de contrôle des installations classées du département du Var.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS ZEPHIRE
- Chemin Gaetan Gastaldo Quartier de l'Escaillon 83000 Toulon
- Code AIOT : 0006400196
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Usine de Valorisation Énergétique des ordures ménagères et Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux (DASRI)

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Traçabilité des déchets

### **2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant n'effectue pas les déclarations qui doivent être faites via le logiciel national mis à la disposition des exploitants dans le cadre de la mise en place du Registre National des Déchets Terres excavées et Sédiments (RNDTS).

Quelques autres points de complétude doivent être précisés pour satisfaire à la totalité des champs à renseigner.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites données	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Traçabilité des déchets – registre	Code de l'environnement, article R.541-43	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites données	Autre information
2	Registre des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	/	Réponse sous 1 mois

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites données	Autre information
1	Niveau activité	Arrêté Préfectoral du 18/10/2013, article 2.1	/	Sans objet
3	Déclaration annuelle	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Sans objet
4	Traçabilité des déchets - Gestion des bordereaux	Code de l'environnement, article R.541-45	/	Sans objet
6	Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 18/01/2005, article 3.3.17	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en place du RNDTS est récente. Toutefois il reste nécessaire de s'approprier cette obligation avec le nouveau formalisme demandé et de bien transmettre les données, un problème de mise en forme de fichier ne peut justifier le non-respect de cette obligation réglementaire.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Niveau activité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/10/2013, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Niveau d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b> 2771-1 : 285 000 T/an (y/c DASRI) 2770-2 (DASRI) : volume d'activité maximum : 11 000 t/an 2718 : transit de déchets dangereux ou contenant (concerne le reconditionnement et réexpédition des DASRI suite à panne ou arrêts : max 500 t/an 2716 : transit de DND (opérations ponctuelles de reprise de déchets ménagers) : < 999 m3
<b>Constats :</b> Déchets non-dangereux reçus en 2022 : 206 220 tonnes  DASRI reçus en 2022 : 4241 tonnes En-cours au moment de la visite : 12 conteneurs en attente d'incinération  DASRI réexpédiés : 0

Aucun transit de DND
L'exploitant a respecté en 2022 les niveaux d'activité pour lesquels il est autorisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Registre des déchets entrants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;</li> </ul> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la dénomination usuelle du déchet ;</li> <li>- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li> </ul> <p>....</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;</li> <li>- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;</li> </ul> <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;</li> </ul> <p>....</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;</li> </ul> <p>....</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li> </ul> <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;</li> <li>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</li> </ul> <p><b>Constats :</b></p> <p>Concernant les items ci-dessus devant figurer dans le registre des déchets entrants,</p> <p>a) Rien à signaler</p> <p>b) les données correspondent à ce qui est demandé sauf en ce qui concerne le code déchet pour lequel est mentionné : "N/A"</p>

c) RAS d) L'opération de traitement de l'établissement n'est pas renseignée, ce qui doit être indiqué.
<b>Observations :</b> L'exploitant doit compléter son registre des déchets entrants afin d'y faire figurer l'ensemble des informations requises (article 1 de l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement)
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Déclaration annuelle

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration annuelle
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/an. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées ;</li> <li>- les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an.</li> </ul> <p>Cette déclaration comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;</li> <li>- la quantité par nature du déchet ;</li> <li>- le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;</li> <li>- le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Concernant les déclarations dans GEREP , il a été regardé par sondage les déchets déclarés dans GEREP : On retrouve 202 443 tonnes de déchets municipaux en mélange, mais également 588 tonnes de "déchets municipaux non-spécifiés par ailleurs" et 3 188 tonnes "autres déchets"</p> <p>Par courriel du 8 août 2023, l'exploitant transmet les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Déchets 20 03 99 / DAE-DIB : 588,78t/an</li> </ul> <p>Déchets municipaux ne pouvant être assimilés à des Ordures ménagères et ne pouvant rentrer dans aucune autre catégorie de déchets code 20 03</p> <p>Clients SITTOMAT :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>EMMAUS : 106,50 t/an</li> <li>Secours Populaire : 11,58 t/an</li> <li>Sainte-Anne : 450,66 t/an</li> </ul> <p>Clients ZEPHIRE / GPE :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>ID VERDE : 1,58 t/an</li> </ul> <p>Apports occasionnels = déverses en fosse : 18,46 t/an</p> <p>Déchets 19 12 12 / REFUS DE TRI : 3 188,30 t/an</p> <p>Déchets en mélange provenant du traitement mécanique de déchets, ne pouvant faire l'objet de filière spécifique de recyclage matière et ne pouvant donc rentrer dans aucune autre catégorie de déchets code 19 12</p>

Provenance du GARD : RETOUR CENTRE DE TRI NIMES : 1 307,46 t/an Provenance du VAR : VALEOR CENTRE DE TRI DU MUY : 34,06 t/an VALEOR CENTRE DE TRI COLLECTE SELECTIVE CC GOLFE DE TROPEZ : 118,60 t/an REFUS DE TRI SELECTIF LA SEYNE SUR MER : 1 728,18 t/an
<b>Observations :</b> L'exploitant a bien réalisé sa déclaration GERE en 2022. Cependant, il n'a pas été en mesure de nous expliciter les formules permettant de justifier des tonnages totaux de la déclaration GERE. Par courriel du 8 août 2023, l'exploitant a justifié des totaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Traçabilité des déchets - Gestion des bordereaux

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Trackdéchets
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
<b>Constats :</b> Les extractions effectuées sur Trackdéchets par l'inspection, sur la période du 4 août 2022 au 4 août 2023, donnent : Bordereau de Suivi des Déchets Dangereux : - 0 tonnes entrantes - 7782 tonnes sortantes  Bordereaux de suivis de déchets non-dangereux : - 0 tonne entrante - 448.96 tonnes sortantes. L'exploitant explique ce chiffre par le fait que son prestataire ORTEC déclare tous ses déchets (logiciel commun) sur Trackdéchets.  DASRI : - 0m3 sortant - 1.57 tonne entrante Vu le courrier issu de la Direction Générale de la santé en date du 7 juin 2023 qui indique que la dématérialisation du suivi des DASRI n'est pas obligatoire.  L'exploitant assure bien la traçabilité des déchets dangereux qu'il réceptionne, produit et expédie via l'outil Trackdéchets (mise en place des BSDD dématérialisés).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Traçabilité des déchets – registre

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43
--

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, RNDTS
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</li> <li>• 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;</li> <li>• 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;</li> <li>• 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</li> <li>• 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</li> </ul> <p>A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.</p> <p>Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent. Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense. La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En amont de l'inspection, aucun profil correspondant au numéro SIRET de l'exploitant n'a été trouvé sur RNDTS.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a justifié de son inscription sur la base de données, mais aucune donnée n'a été téléversée. L'exploitant reçoit une extraction hebdomadaire effectuée par PIZZORNO des déchets reçus sur l'installation. Il compare cette extraction avec celle issue du logiciel interne de l'UVE avant de la télécharger sous une forme en « .csv » pour la recharger dans le RNDTS.</p> <p>Cependant lors du téléversement de son registre au RNDTS, l'exploitant déclare recevoir un message d'erreur qui apparaît, ce qui explique qu'à ce jour aucune donnée n'a été téléversée.</p>
<p><b>Observations :</b> L'application RNDTS est accessible depuis le 01 janvier 2022. L'exploitant ne peut se retrancher devant cette difficulté matérielle d'import des données quand d'autres opérateurs déclarent régulièrement sur ce même site.</p> <p>Le site RNDTS dispose d'une assistance en ligne en cas de difficulté.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 6 : Prélèvement et consommation d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/01/2005, article 3.3.17
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 3.3.17.1 : l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite. Article 3.3.17.2 : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement (débit susceptible de dépasser 100 m3/jour). Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.
<b>Constats :</b> Par conception, il n'y a pas de réfrigération en circuit ouvert.  Un relevé quotidien du compteur d'eau est fait.  Par contrôle le jour de l'inspection, le chiffre vu sur le compteur d'eau est de 743 557 m3. Ce chiffre a été mis en comparaison avec le chiffre relevé par l'exploitant le matin même et inscrit dans son registre de suivi informatisé complété quotidiennement  L'exploitant assure bien la mesure quotidienne de son compteur d'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet